

KANTAR PUBLIC

Analyse des résultats
de la consultation
sénatoriale en ligne,
auprès des élus
locaux, sur l'avenir
de l'Europe



Guillaume CALINE

Pierre Latrille

70BL14

Novembre 2021



Sommaire

Sommaire

Présentation de l'étude

1.1 Méthodologie

1.2 Profils des répondants

Principaux enseignements

Résultats détaillés

3.1 La perception de l'Union européenne par les élus

3.2 Les interactions des élus avec l'Union européenne

3.3 L'avenir de l'Union européenne selon les élus

2

3

4

5

7

9

11

20

39

Commission des Affaires européennes du Sénat

Vos contacts Kantar Public



Guillaume Caline

Directeur de clientèle

guillaume.caline@kantar.com

01 40 92 35 91



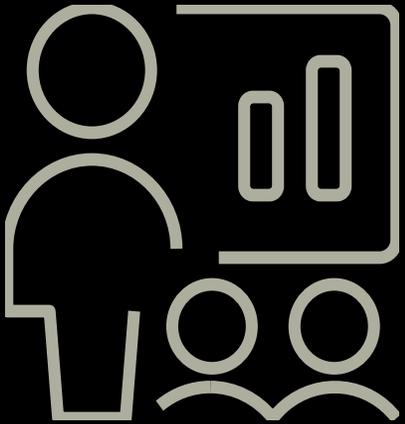
Pierre Latrille

Chargé d'études

pierre.latrille@kantar.com

01 40 92 24 42

KANTAR



1

Présentation de l'étude

1.1 Méthodologie



- Consultation réalisée par le Sénat auprès de **1 785 élus locaux**.



- Interviews réalisées **en ligne**, sur la plateforme du Sénat



- Le terrain s'est déroulé du **8 septembre au 6 octobre 2021**.

1.2 Profils des répondants



Sexe

Hommes	74%
Femmes	26%



Type de mandat

Municipal	99%
Départemental	2%
Régional	1%



Tranches d'âge

Moins de 35 ans	5%
35-49 ans	27%
50-64 ans	44%
65 ans et plus	24%



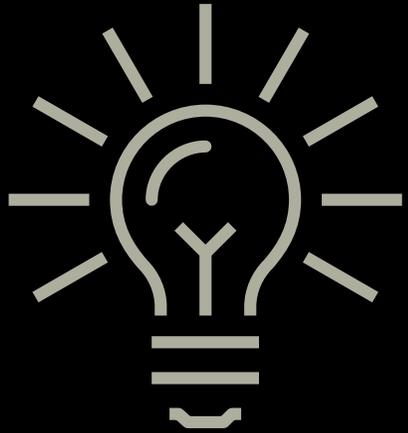
Type de collectivité

Rural	85%
Urbain	14%

Taille d'agglomération

Moins de 2000 hab.	67%
Entre 2 000 et 10 000 hab.	25%
Entre 10 000 et 50 000 hab.	7%
Entre 50 000 et 100 000 hab.	1%
De plus de 100 000 hab.	1%

KANTAR



2

Principaux enseignements

2.1 Principaux enseignements

Une perception partagée de l'UE : une institution considérée comme lointaine et bureaucratique...

- Les élus locaux interrogés se montrent **partagés dans leur perception de l'UE**. Ils en ont globalement une opinion davantage positive (45%) que négative (23%), mais un grand nombre n'arrive pas à se situer (32%). Surtout, on remarque que très peu en ont une opinion *très positive* ou *très négative*. Ce sentiment n'est pas spécifique aux élus, **les Français ayant une perception relativement proche** (41% en ont une image positive, 21% une image négative et 38% ayant du mal à se situer).
- Dans le détail, les qualificatifs associés à l'UE **sont autant positifs (79% en citent un) que négatifs (84%)** mais **le terme de bureaucratie est de loin le plus cité** (71%). Les élus pointent aussi un déficit de légitimité et une certaine opacité (39%). Parmi les qualificatifs positifs, sont surtout citées des valeurs, comme **la paix** (48%) ou **l'ouverture** (35%). A l'inverse, l'idée d'une Europe puissance, source de sécurité (23%) et de prospérité (11%) caractérise beaucoup moins l'Union européenne pour les élus locaux. **L'Union européenne semble donc être associée à des valeurs positives mais est concrètement perçue d'abord comme une machine bureaucratique.**
- Même s'ils peuvent avoir une idée sur l'action globale de l'Union européenne, **les élus peinent souvent à voir concrètement ce que peut apporter l'UE à leur territoire**. A cet égard, la grande majorité des élus locaux interrogés (84%) ont le sentiment d'être mal informés sur les aides de l'UE dont leur territoire pourrait bénéficier. Les caractères bureaucratiques et opaques cités précédemment contribuent sans doute à cette perception d'une mauvaise information sur le sujet.

... même si, dans le même temps, les élus locaux ont le sentiment d'avoir un rôle à jouer

- Le caractère bureaucratique et opaque de l'Union européenne ne signifie pas que les élus locaux ne se sentent pas concernés par la question européenne. **La majorité des répondants (69%) considèrent ainsi que les collectivités territoriales ont un rôle à jouer pour développer le sentiment d'appartenance des citoyens français à l'UE.**
- Ce rôle s'illustre selon eux avant tout dans **la communication et la promotion des actions de l'UE**, pour informer les citoyens en mettant en avant les actions positives réalisées par l'UE.

2.1 Principaux enseignements

Un sentiment d'éloignement alimenté par une UE peu présente au quotidien

- Dans leur action au quotidien, **une grande majorité des élus locaux ont le sentiment que l'UE n'est pas présente**. Seul un sur cinq estime qu'elle l'est. Chez ces derniers, trois domaines de présence européenne émerge : le développement économique, l'environnement et la politique de pêche et d'agriculture.
- La présence de l'UE étant assez difficile à percevoir au quotidien pour les élus locaux, plus de 8 sur 10 ne donnent pas de réponse quand on leur demande les projets qui n'auraient pas pu se faire sans l'UE. De même, quand on leur demande des exemples d'action locales où ils auraient pu être plus ou mieux accompagnés par l'UE, 73% n'ont pas donné de réponse. Ceci témoigne de nouveau de **la difficulté à lier l'action de l'UE avec les problématiques des élus locaux**.
- Peu présente, **l'UE n'est pas pour autant une source de difficultés** : moins d'un élu sur cinq (18%) a rencontré des difficultés imputables à l'UE. L'UE n'est donc pas considérée comme une source de nuisances, mais bien avant tout comme une institution éloignée de la réalité du terrain des élus locaux.

A cet égard, les élus locaux sont en demande d'une plus grande présence européenne dans leur action quotidienne

- S'ils ont du mal à situer l'action de l'UE dans leur quotidien, **une majorité d'élus locaux (65%) souhaiterait que cette dernière soit plus présente**, notamment sur deux sujets : l'environnement (55%) et le développement économique (41%). Ce soutien est souvent évoqué **sous la forme d'un accompagnement, notamment financier**.
- Cependant on remarque qu'il peut aussi prendre **des formes différentes en fonction du domaine** pour lequel les élus locaux souhaiteraient une présence plus importante de l'UE. Ainsi, sur l'écologie, de nombreux élus souhaitent voir une implication réglementaire de l'UE, afin d'adapter les normes et les règlements. Sur le développement économique, beaucoup espèrent un soutien aux entreprises tandis que dans le domaine de l'énergie, on voit le souhait qu'émerge un cadre européen ainsi qu'une stratégie commune.

2.1 Principaux enseignements

Un avenir de l'Union européenne qui semble difficile à percevoir...

- Autant que sur leur perception de l'UE, **les élus locaux sont très partagés quant à l'avenir de l'UE**, la moitié (51%) s'estimant optimiste tandis que l'autre moitié (48%) est pessimiste. De plus, un nombre très faible d'élus se déclare *très optimiste* (2%) ou *très pessimiste* (6%), ce qui témoigne d'une **certaine difficulté à adopter une position tranchée**. Cette perception mitigée est proche de celle des Français qui sont légèrement plus nombreux à avoir une position optimiste (53%) que pessimiste (43%) mais qui ont eux aussi du mal à se situer de manière tranchée sur la question.
- La Conférence sur l'avenir de l'Europe, lancée en mai 2021 par l'UE, **bénéficie quant à elle d'une notoriété mitigée**, preuve supplémentaire d'un éloignement des élus locaux de la dimension européenne. 33% en ont entendu parler mais 6% seulement voient de quoi il s'agit. Au final, **un nombre limité d'élus envisage d'organiser un ou des débats citoyens** dans le cadre de cette Conférence.

...mais des attentes qui ressortent, notamment sur l'organisation de l'UE et son attention aux territoires

- Concernant leurs attentes vis-à-vis de l'avenir de l'UE, les élus locaux sont surtout intéressés par des **réformes dans l'organisation et le fonctionnement de l'UE**, davantage que dans des actions sur des domaines particuliers.
- Ces réformes portent sur différents domaines mais ont souvent pour souhait **d'avantage de cohésion entre les différents Etats**, afin notamment d'éviter les écarts fiscaux et sociaux. Cette uniformisation n'est pas forcément synonyme d'un écrasement des particularités nationales mais plutôt **d'un refus d'une concurrence déloyale entre Etats européens**.
- Les élus souhaiteraient aussi une plus grande proximité de l'UE. **Cette proximité n'est pas conçue uniquement comme une potentielle aide mais aussi comme une prise en compte des citoyens et des territoires**. Les élus locaux souhaitent pouvoir échanger plus facilement avec des représentants européens, et souhaitent que les démarches d'obtention d'aides de l'UE soient simplifiées.

KANTAR



3

Résultats détaillés

KANTAR

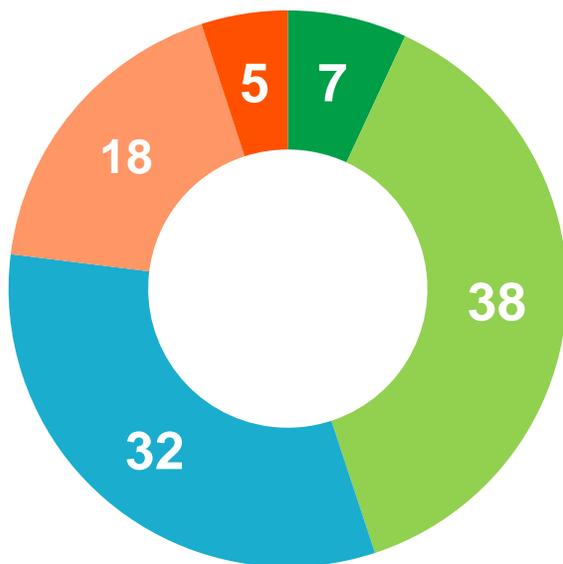
Partie 1 : La perception de l'Union européenne par les élus locaux

A l'image des Français, une perception de l'UE mitigée chez les élus locaux interrogés. Si près de la moitié en ont une image positive, elle n'est très positive que pour un petit nombre, et près d'un quart en a une image négative.

Q. Globalement, avez-vous de l'Union européenne une image ... (en %)

■ Très négative ■ Assez négative ■ Ni positive, ni négative ■ Assez positive ■ Très positive

**Sous-Total
PERCEPTION
NEGATIVE DE L'UE
23%**

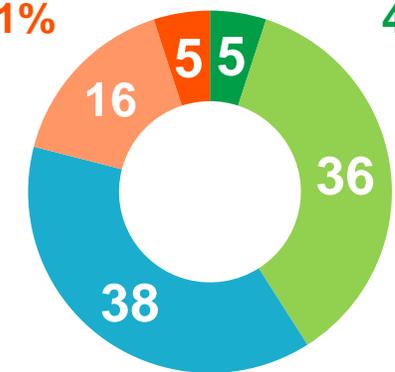


**Sous-Total
PERCEPTION
POSITIVE DE L'UE
45%**

- 55% des élus de commune entre 10 000 et 50 000 habitants
- 55% des moins de 35 ans
- 52% des élus de territoire urbain

Comparaison avec l'opinion des Français*

**Sous-Total
PERCEPTION
NEGATIVE DE L'UE
21%**



**Sous-Total
PERCEPTION
POSITIVE DE L'UE
41%**

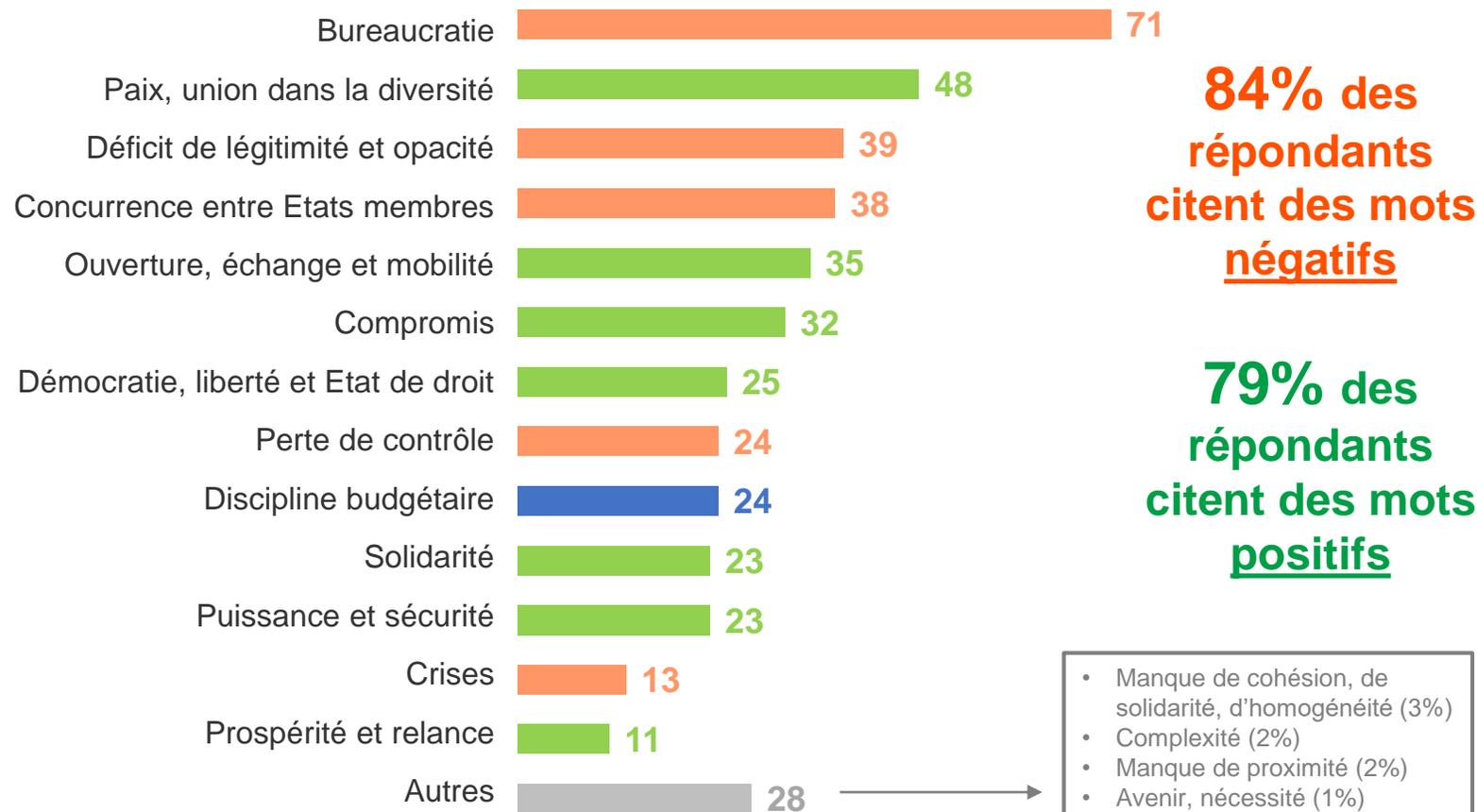
*Source : eurobaromètre 95 – Printemps 2021
<https://europa.eu/eurobarometer/api/deliverable/download/file?deliverableId=76730>

Base: (n=1785)

Les qualificatifs positifs et négatifs sont cités dans des proportions équivalentes. Néanmoins, le terme « bureaucratie » se dégage clairement comme le mot qui caractérise le mieux l'UE.

Q. Sélectionnez parmi cette liste les mots qui, à vos yeux, caractérisent le mieux l'Union Européenne (en %)

Cinq réponses possibles



84% des répondants citent des mots négatifs

79% des répondants citent des mots positifs

• 86% des élus locaux qui constatent que l'UE n'est pas présente dans leur action au quotidien

• 87% des élus locaux qui constatent que l'UE est présente dans leur action au quotidien
• 85% des élus de territoire urbain

- Manque de cohésion, de solidarité, d'homogénéité (3%)
- Complexité (2%)
- Manque de proximité (2%)
- Avenir, nécessité (1%)

Base: (n=1785)

KANTAR

Partie 2 : Les interactions des élus locaux avec l'Union européenne

Seul un élu local sur cinq estime que l'UE est présente dans son action au quotidien.

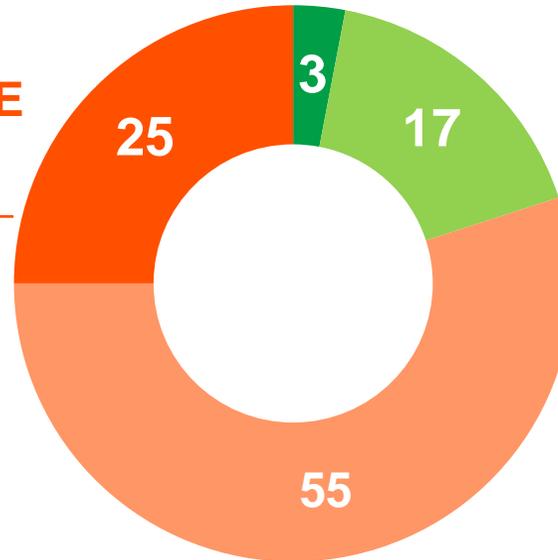
Q. Diriez-vous que l'Union Européenne est très, assez, peu ou pas du tout présente dans votre action quotidienne d'élue(e) local(e) ? (en %)

■ Pas présente du tout ■ Peu présente ■ Assez présente ■ Très présente

**Sous-Total
UE PAS PRÉSENTE
80%**

% Pas présente du tout

- 29% des élus de 35 à 49 ans
- 27% des élus de communes de moins de 2 000 habitants



**Sous-Total
UE PRÉSENTE
20%**

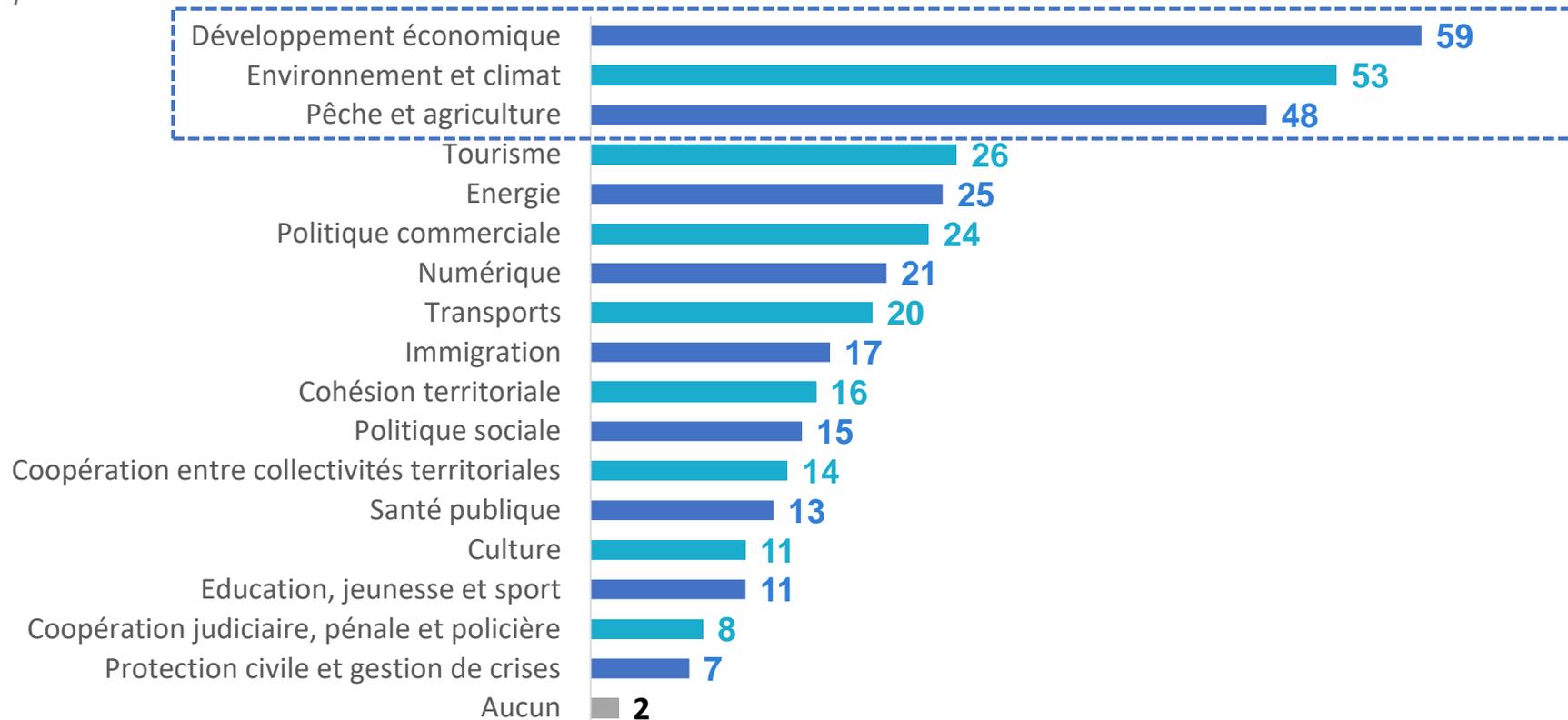
- 24% des élus de 65 ans et plus
- 22% des élus de territoire urbain

Base: (n=1785)

Auprès des élus concernés, la présence de l'UE touche à une grande variété de sujets. Cependant, elle est surtout concentrée sur trois thématiques : le développement économique, l'environnement et les politiques de pêche et d'agriculture.

Q. Dans quels domaines diriez-vous que l'Union européenne est présente dans votre action quotidienne ? (en %)

Plusieurs réponses possibles

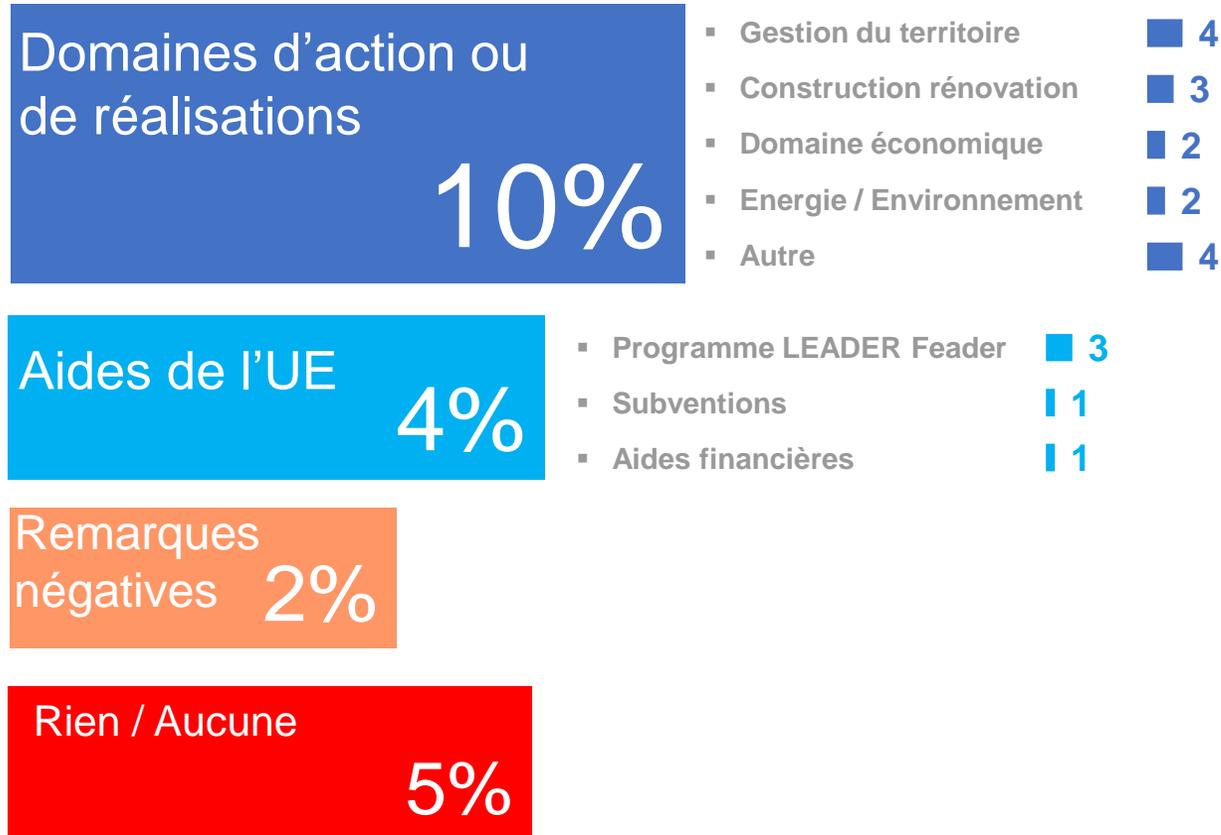


Base: (n=342) à ceux qui ont répondu « très présente » ou « assez présente » à la question précédente

La grande majorité des élus locaux ne cite pas d'actions ou de réalisations pour lesquelles la participation de l'UE a été indispensable.

Question 7 : Pouvez-vous citer des exemples d'actions ou de réalisations que votre collectivité ne pourrait pas ou n'aurait pas pu faire sans l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%



81% des répondants n'ont pas donné de réponse à cette question

Base: (n=1785)

Les actions ou réalisations qui n'auraient pas pu être réalisées sans l'UE - Verbatims

Question 7 : Pouvez-vous citer des exemples d'actions ou de réalisations que votre collectivité ne pourrait pas ou n'aurait pas pu faire sans l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Domaines d'action

10%



« Aménagement d'espaces publics, rénovation de bâtiments d'intérêt mais non classés »

« Travaux d'isolation des bâtiments publics de la commune »

« Rénovation thermique d'une école avec une subvention du FEDER, aide à l'installation d'une plateforme de stockage de bois pour exploiter un bois communal avec l'ONF. »

« Réhabilitation et rénovation thermique de logements sociaux et un projet d'aménagement de pistes cyclables (FEDER). »



« Des projets en lien avec l'aménagement territorial et avec la biodiversité (écopastoralisme, développement touristique, actions en faveur de la biodiversité) grâce aux fonds européens (LEADER - FEDER - FEADER - APP...). »

« Natura 2000 est un bon zonage, un début pour rendre visible des zones à protéger. »

Base: (n=1785)

Les actions ou réalisations qui n'auraient pas pu être réalisées sans l'UE - Verbatims

Question 7 : Pouvez-vous citer des exemples d'actions ou de réalisations que votre collectivité ne pourrait pas ou n'aurait pas pu faire sans l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Aides de l'UE

4%



« Quelques programmes de financement à l'échelle intercommunale via la région : pour ce qui est d'une petite commune rurale, mieux vaut s'en remettre à ses conseillers régionaux et échanger régulièrement avec eux sinon l'Union européenne n'est pas simple à valoriser à notre niveau. »

« Crédits européens afin de financer un rétroprojecteur pour une salle des fêtes. »

« Développement de la fibre sur l'ensemble des territoires, grâce à un financement de 9,90 millions €. »

« Subventions pour la géothermie et le COP. »



« Beaucoup d'investissements, qui dépendent des fonds FEDER ! En matière de transports notamment. »

« Tous les dossiers (surtout au niveau intercommunal) intégrant des fonds FEDER ou FEADER dans leurs montages financiers. »

« Programme Leader sur événements culturels/touristiques. »

Base: (n=1785)

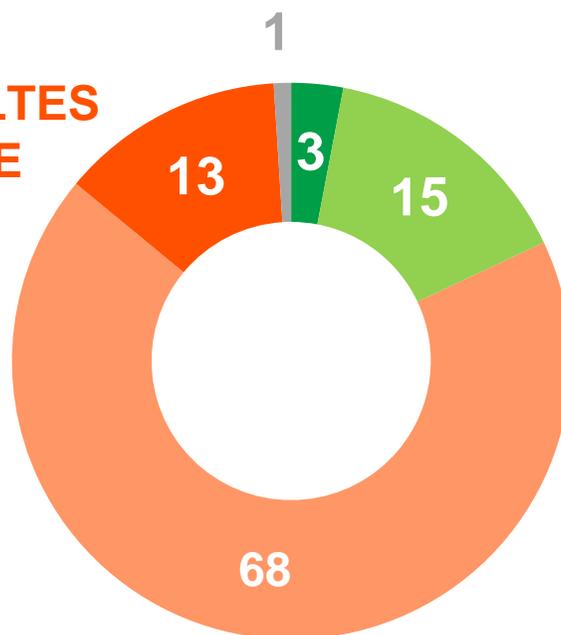
Peu présente dans l'action quotidienne des élus locaux, l'UE ne semble pas être une source de difficultés : moins d'un élu sur cinq déclare rencontrer des difficultés imputables à l'UE.

Q. Votre collectivité rencontre t-elle des difficultés imputables selon vous à l'Union européenne ? (en %)

■ NSP ■ Non, pas du tout ■ Non, pas vraiment ■ Oui, assez ■ Oui, beaucoup

**Sous-Total
NON, PAS DE DIFFICULTES
IMPUTABLES A L'UE
81%**

- 86% des élus de territoire urbain
- 83% des élus qui considèrent que l'UE n'est pas présente dans leur action au quotidien



**Sous-Total
OUI, DES DIFFICULTES
SONT IMPUTABLES A L'UE
18%**

- 23% des élus qui considèrent que l'UE est présente dans leur action au quotidien
- 20% des élus de 50 à 64 ans

Base: (n=1785)

Chez les élus concernés, la réglementation et la complexité, notamment pour l'obtention des aides, sont les principales difficultés citées.

Q. Quelles sont les principales difficultés que votre collectivité rencontre à cause de l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%



Base: (n=317) à ceux qui ont rencontré des difficultés imputables à l'UE

Les principales difficultés rencontrées à cause de l'Union européenne - Verbatims

Q. Quelles sont les principales difficultés que votre collectivité rencontre à cause de l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Difficultés dues au fonctionnement de l'UE

64%

« De plus en plus de **normes, pas de prise en compte du monde rural et de ses spécificités**. C'est plus un rouleau compresseur. »

« Beaucoup de **normes** sont imputables à l'Europe avec des conséquences budgétaires irréalistes au regard de notre potentiel fiscal »

« **L'Europe impose des lois qui ne servent pas à grand chose**. Quelle est l'utilité de rajouter du contrôle au contrôle. Les différents codes qui administrent notre pays sont déjà assez compliqués. »

« Trop de **retard pour le versement des subventions** allouées aux collectivités, qui démotivent les porteurs de projets. »

« **Finaliser et justifier un dossier Leader**. Les services de la Région venant d'avoir un contrôle européen, ils étaient tétanisés : conséquence il a fallu refaire plusieurs fois un dossier pour... 15 000 € de financement.

Deux ans avant, une association culturelle a fini par laisser tomber la justification et n'a donc jamais touché l'aide. »

« **Lourdeur de constitution des dossiers** de subvention et **retard dans le paiement** de ces dernières. »

Base: (n=317) à ceux qui ont rencontré des difficultés imputables à l'UE

Les principales difficultés rencontrées à cause de l'Union européenne - Verbatims

Q. Quelles sont les principales difficultés que votre collectivité rencontre à cause de l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Domaines touchés par ces difficultés

25%

« **La Politique Agricole Commune est une catastrophe** pour la mise en place de projets de conversion agricole, pourtant indispensable pour réduire les pollutions et apporter de l'autonomie aux territoires. Les grosses exploitations intensives sont favorisées, et les aides aux conversions sont très limitées. Pas (très peu) d'arrangements pour encourager l'agro-écologie. »

« L'évolution de l'agriculture est dictée par l'Union Européenne. L'agriculture est la principale force économique des communes rurales. **A cause de l'UE, l'agriculture française est asphyxiée.** Les fermes d'élevage, les fermes céréalières sont remplacées par des fermes photovoltaïques. En effet l'hectare de terrain rapporte 30 fois plus quand il est dédié aux énergies renouvelables. »

« **Gestion environnementale** (manque d'uniformisation dans les décisions entre les Etats, non prise en compte de la globalité dans les décisions écologiques, on ne résonne que par segment ex : automobiles électriques, la pollution est reportée sur les autres, développement du tout routier alors que d'autres Etats utilisent des transports ferroviaires ou par péniches sur des canaux, etc.) »

« Le modèle économique promu par l'Union européenne a largement participé à la **désindustrialisation de mon département.** D'autre part, l'incapacité de l'UE à mener une **politique migratoire** a des conséquences négatives sur la population de mon département. »

Base: (n=317) à ceux qui ont rencontré des difficultés imputables à l'UE

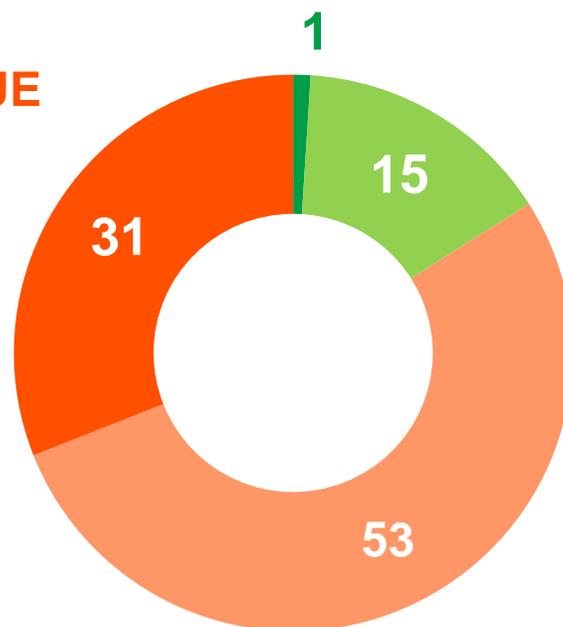
Près de 8 élus locaux sur 10 se disent mal informés sur la manière d'obtenir des aides de l'UE, ce qui peut contribuer au sentiment d'un manque de présence de l'UE.

Q. Avez-vous le sentiment d'être très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé(e) des aides de l'Union européenne dont votre territoire pourrait bénéficier ? (en %)

■ Très mal informé(e) ■ Assez mal informé(e) ■ Assez bien informé(e) ■ Très bien informé(e)

**Sous-Total
MAL INFORMES
SUR LES AIDES DE L'UE
84%**

- 88% des élus qui ont une perception ni positive ni négative de l'UE
- 88% des élus qui considèrent que l'UE n'est pas présente dans leur action au quotidien



**Sous-Total
BIEN INFORMES
SUR LES AIDES DE L'UE
16%**

- 37% des élus qui considèrent que l'UE est présente dans leur action au quotidien
- 20% des élus qui ont une perception positive de l'UE
- 20% des élus de 65 ans et plus

Base: (n=1785)

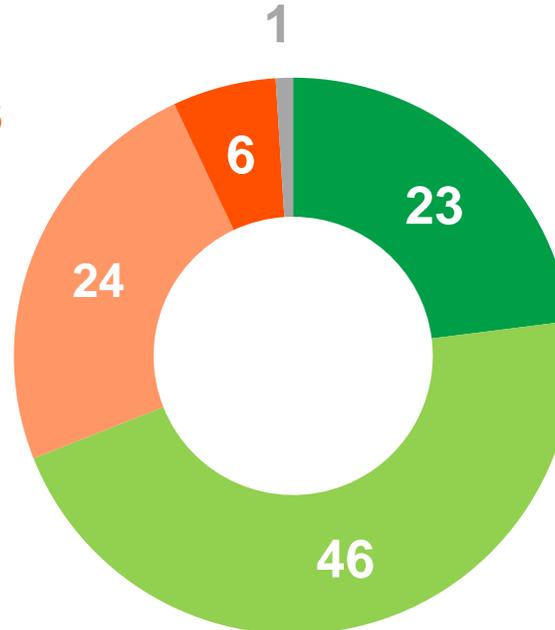
Bien que peu en relation avec l'UE, les élus locaux considèrent en majorité que les collectivités territoriales ont un rôle à jouer pour développer le sentiment d'appartenance à l'Union européenne.

Q. Pensez-vous que les collectivités territoriales ont un rôle à jouer pour développer le sentiment d'appartenance des citoyens français à l'Union européenne ? (en %)

■ NSP ■ Non, pas du tout ■ Non, plutôt pas ■ Oui, plutôt ■ Oui, tout à fait

Sous-Total
NON, LES COLLECTIVITES N'ONT PAS
A DEVELOPPER LE SENTIMENT
D'APPARTENANCE A L'UE
30%

- 35% des élus de 35 à 49 ans
- 33% des élus de commune de moins de 2 000 habitants



Sous-Total
OUI, LES COLLECTIVITES ONT
A DEVELOPPER LE SENTIMENT
D'APPARTENANCE A L'UE
69%

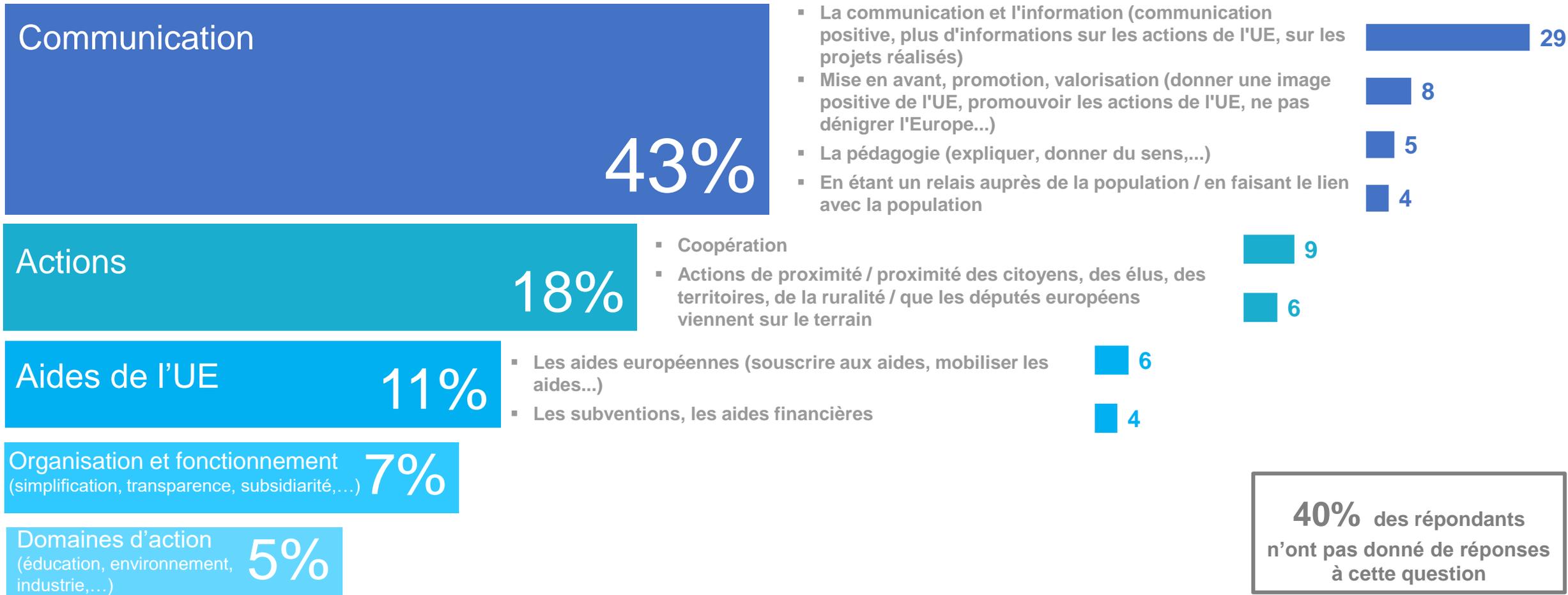
- 80% des élus qui considèrent que l'UE est présente dans leur action quotidienne
- 77% des élus de territoires urbains
- 72% des élus de 65 ans et plus

Base: (n=1785)

C'est surtout à travers la communication et la promotion de l'action de l'UE que les élus locaux envisagent ce rôle.

Question 3 : De quelle manière, d'après vous? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%



Base: (n=1236) à ceux qui considèrent que les collectivités territoriales ont un rôle dans le développement du sentiment d'appartenance à l'UE

Le rôle des collectivités territoriales dans le développement du sentiment d'appartenance à l'UE - Verbatims

Question 3 : De quelle manière, d'après vous? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Communication

43%

« En faisant **connaître son fonctionnement, ses actions, ses leviers, ses réalisations**, et en faisant comprendre a contrario ce que pourrait être une situation sans cette UE. »

« Donner un écho sur **les différents supports de ces collectivités à destination des habitants**. Le message trop généralement transmis par la presse est plutôt négatif face aux difficultés rencontrées dans le fonctionnement de l'Union européenne. »

« En ayant la possibilité de **présenter les actions de l'UE aux habitants de la commune**. Il serait très largement utile que les élus locaux soient au cœur de cette Union afin de pouvoir rendre compte aux citoyens des actions concrètes mises en place. Aujourd'hui, l'UE est distante et donc n'intéresse pas. Les citoyens voient dans l'UE une vague instance très éloignée de leur préoccupation, raison pour laquelle ils ne la connaissent pas. **Remettre plus d'UE dans les territoires est un moyen de pallier ce manque.** »

« En mettant en avant **en quoi l'Union Européenne contribue à améliorer le quotidien des gens** et pas seulement à les restreindre. **En informant les citoyens** européens des projets de lois... qui les concernent. »

« Tout simplement **en informant les citoyens** de ce que l'Union Européenne fait pour faire avancer cette grande idée et quel bénéfice cela amène aux Européens et en particulier aux Français... ce n'est sûrement pas en communiquant les montants de l'aide apportée à la Turquie qui ne fait pas partie de l'Union et qui ne doit pas en faire partie que cette image s'améliorera... »

Base: (n=1236) à ceux qui considèrent que les collectivités territoriales ont un rôle dans le développement du sentiment d'appartenance à l'UE

Le rôle des collectivités territoriales dans le développement du sentiment d'appartenance à l'UE - Verbatims

Question 3 : De quelle manière, d'après vous? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Actions

18%

« Promouvoir l'Union européenne comme **une organisation autre que purement bureaucratique produisant des normes et des interdictions**. Créer un **sentiment d'appartenance** à un ensemble européen commun malgré les différences linguistiques entre les citoyens européens en permettant l'accueil de services civiques dans nos services ou nos associations provenant de n'importe quel pays de l'UE. Opération possible avec un soutien financier des institutions de l'UE. **Créer des échanges ou des stages entre agents administratifs** de même secteur avec des collectivités de différents pays de l'UE. Partage des pratiques et des habitudes de chacun. »

« Il serait souhaitable que **les députés européens parcourent leur territoire local** comme le font les députés ou sénateurs et s'identifient ainsi à une circonscription. »

« Les Français ont un **besoin viscéral de proximité** pour les sécuriser dans leur appartenance à un environnement trop grand et trop éloigné. »

« **Les jumelages**, par exemple, sont, selon moi, un moyen de développer ce sentiment d'appartenance. Il faut encourager les collèges et les lycées à passer des conventions avec des établissements d'enseignement européens. Les communes, elles aussi, doivent être encouragées à se jumeler, mais des subventions seraient les bienvenues, notamment dans les petites communes. »

« **Organiser des grands débats** et ainsi avoir des réunions publiques localement. »

Base: (n=1236) à ceux qui considèrent que les collectivités territoriales ont un rôle dans le développement du sentiment d'appartenance à l'UE

Le rôle des collectivités territoriales dans le développement du sentiment d'appartenance à l'UE - Verbatims

Question 3 : De quelle manière, d'après vous? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Aides de l'UE

11%

« **En bénéficiant directement des aides européennes**, sans que celles ci soient contrôlées par la Région.

En revanche il convient de coordonner l'ensemble des aides (Europe, Etat Région) dans **un guichet unique** avec des antennes territorialisées au plus près des collectivités locales. »

« Si et seulement si les aides financières de l'Union européenne étaient **plus accessibles aux petites communes.** »

« **En nous aidant et en nous informant** sur les demandes que nous pouvons obtenir
Une collectivité ne sait pas comment et quand elle peut obtenir des aides pour ses réalisations. »

« En faisant de l'Union européenne un **acteur de la vie du développement local** au travers du financement de projets. »

« Les communes devraient pouvoir **accéder à un fond unique de subvention** pour toute nature d'investissement dont le panier serait porté par un % de l'Europe, l'Etat, la Région, le Département. Cela simplifierait grandement les démarches administratives et mettrait l'Europe en contributeur direct. »

Base: (n=1236) à ceux qui considèrent que les collectivités territoriales ont un rôle dans le développement du sentiment d'appartenance à l'UE

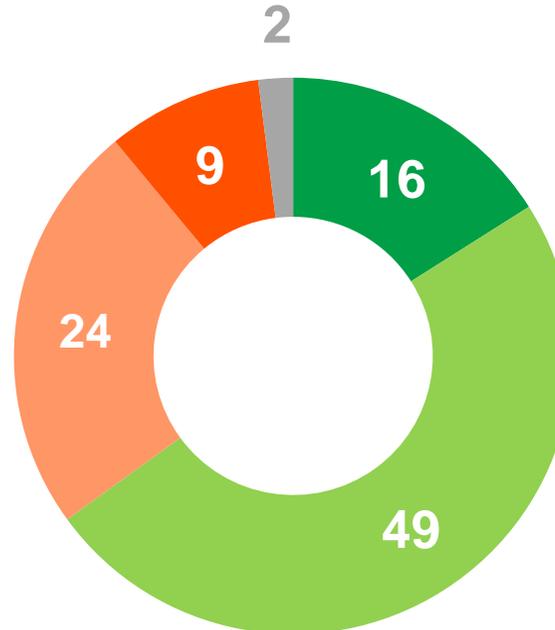
Globalement, les élus locaux souhaitent plus de présence de l'UE dans leur action quotidienne. Cette proportion est quasiment identique entre ceux qui constatent déjà une présence de l'UE et ceux qui ne la constatent pas.

Q. *Souhaitez-vous que l'Union européenne soit plus présente dans votre action quotidienne comme élu(e) local(e) (en %)*

■ NSP ■ Non, pas du tout ■ Non, plutôt pas ■ Oui, plutôt ■ Oui, tout à fait

**Sous-Total
NON, L'UE NE DOIT PAS
ETRE PLUS PRESENTE
33%**

- 37% des élus de communes de moins de 2 000 habitants
- 36% des élus ayant une perception ni positive ni négative de l'UE



**Sous-Total
OUI, L'UE DOIT ETRE
PLUS PRESENTE
65%**

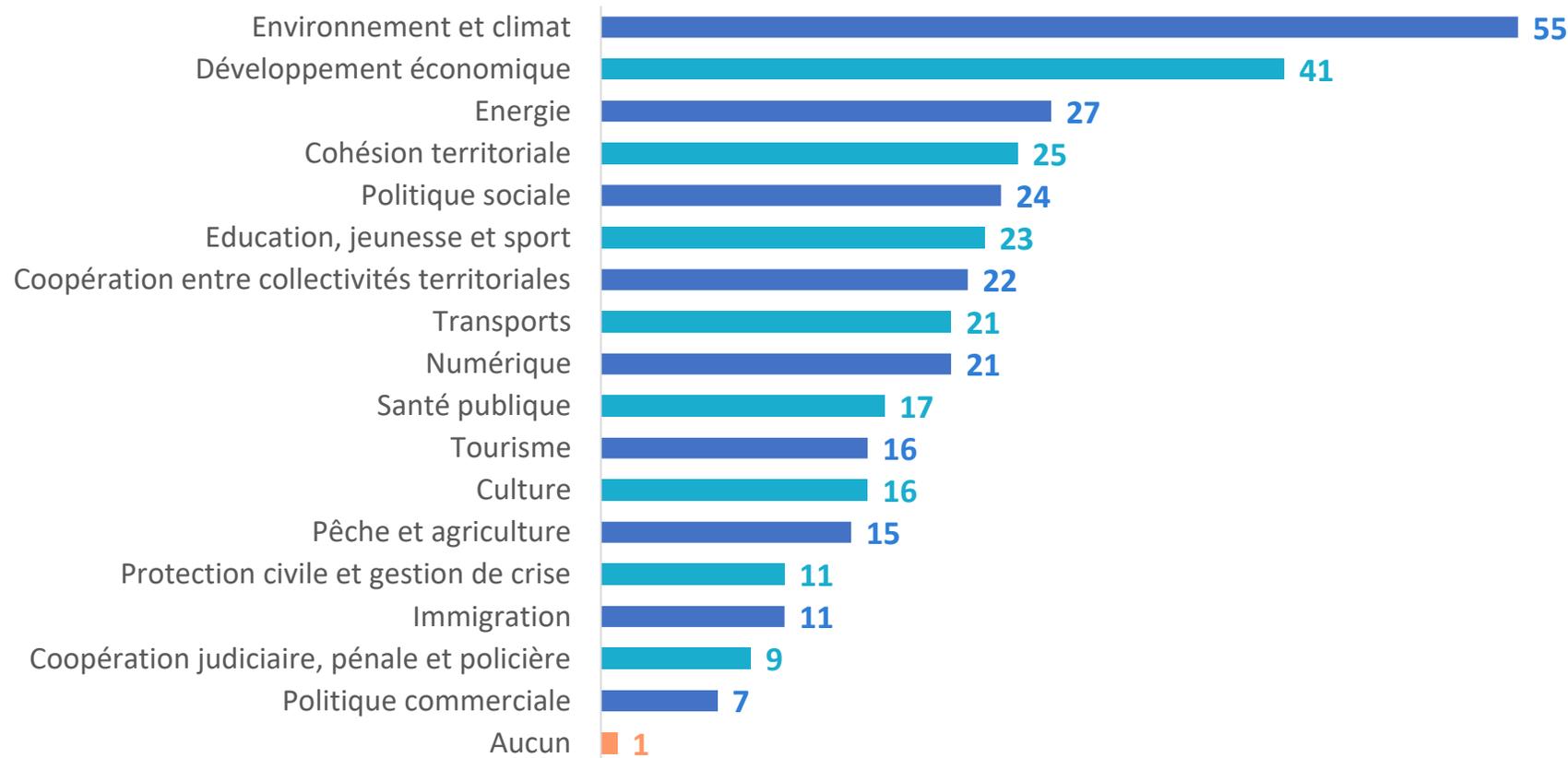
- 73% des élus de territoire urbain
- 66% des élus qui constatent que l'UE est présente dans leur action au quotidien (contre 65% pour ceux qui constatent l'inverse)

Base: (n=1785)

Si une grande variété de domaines est citée par les répondants, on constate que deux domaines se dégagent : l'environnement et le développement économique. Ces deux domaines étaient également les deux plus cités par les élus locaux qui constataient la présence de l'UE dans leur action quotidienne.

Q. Dans quels domaines souhaitez-vous que l'Union européenne soit plus présente dans votre action quotidienne ? (en %)

Trois réponses possibles

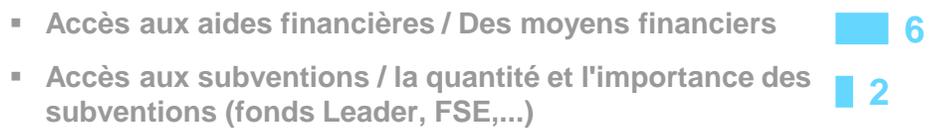
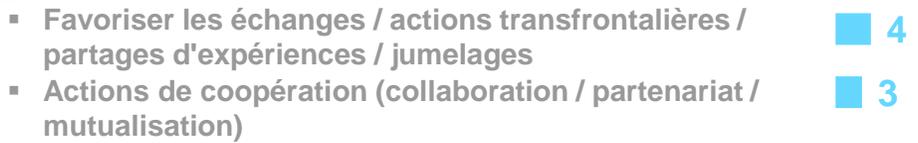
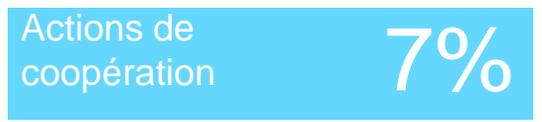
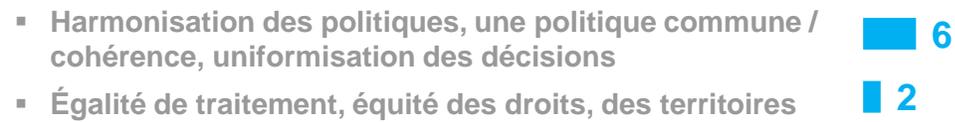
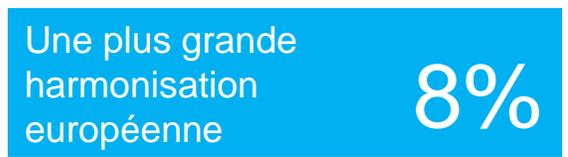
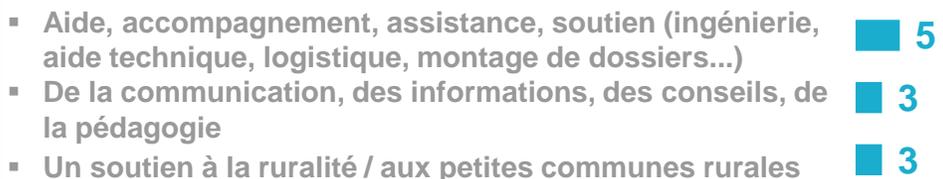
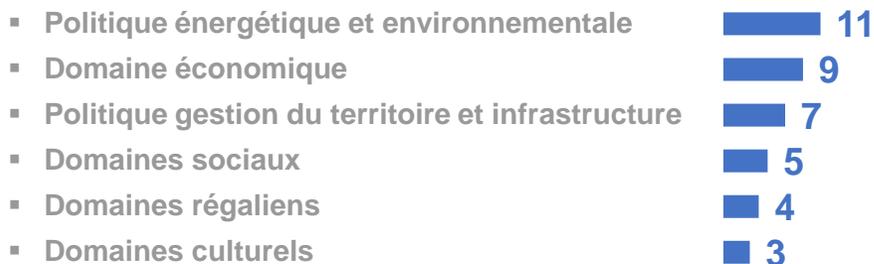
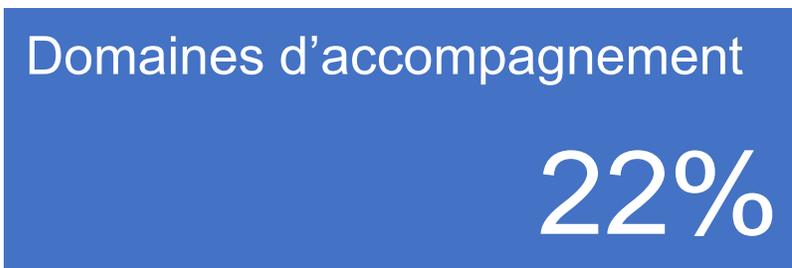


Base: (n=1161) à ceux qui souhaitent que l'Union européenne soit plus présente dans leur action quotidienne

Une majorité de répondants n'indique pas d'actions concrètes attendues de l'UE. Parmi ceux qui attendent quelque chose, on remarque une grande diversité d'attentes.

Question 8 : Pouvez-vous préciser quelle(s) action(s) concrète(s) vous attendez de l'Union européenne en ce domaine ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%



67% des répondants ne donnent pas de réponses sur cette question

Base: (n=1161) à ceux qui souhaitent que l'Union européenne soit plus présente dans leur action quotidienne

Les actions concrètes attendues de l'UE – L'environnement et le climat

Question 8 : Pouvez-vous préciser quelle(s) action(s) concrète(s) vous attendez de l'Union européenne en ce domaine ? (en %)

Domaines d'accompagnement

38%



« Prendre des décisions fortes sur **les pesticides**, leur utilisation mais aussi ce qui doit les remplacer, relancer la R&D en matière de protection des récoltes, **prioriser le transport ferroviaire** au niveau européen. »

« Soutenir les collectivités dans des **projets d'amélioration des réseaux d'eau**, assainissement, eau pluviale sur le fonctionnement des équipements car aujourd'hui c'est cela qui pénalise des investissements qui sont mal entretenus ou utilisés. »

Actions d'accompagnement

20%



« **Flécher les investissements selon leur degré de pollution**, mise en place d'une **taxe carbone** et de **droits de douanes** selon le niveau de pollution environnementale, et la déplétion des ressources, **soutien par des mesures fiscales des personnes les plus démunies**, et pour lesquelles la transition sera la plus difficile. »

Une plus grande harmonisation européenne

13%



« **Des actions communes** pour lutter contre le réchauffement climatique, **des règles communes** pour l'utilisation des pesticides, l'alimentation animale, la pêche raisonnée. »

Actions de coopération

12%



« Les élus locaux ont **beaucoup à apprendre des autres territoires européens** pour parvenir à mettre en œuvre des projets qui permettront d'atteindre les cibles du Green Deal. »

Actions de soutien financier

11%



« Permettre aux communes d'obtenir des **subventions** afin de lancer un vaste programme de **maraîchage** afin de consommer localement tout en préservant l'environnement. »

Actions réglementaires

7%



« Etablir des **règles adaptées à la réalité**. Par exemple, quand des agriculteurs, en âge de retraite, préfèrent bénéficier de la PAC que de demander la retraite, au détriment des jeunes agriculteurs qui cherchent des terres pour s'installer et doivent y renoncer. Les terres restent en jachère. »

Base: (n=634) à ceux qui souhaitent que l'Union européenne soit plus présente dans leur action quotidienne sur l'environnement et le climat

Les actions concrètes attendues de l'UE – Développement économique

Question 8 : Pouvez-vous préciser quelle(s) action(s) concrète(s) vous attendez de l'Union européenne en ce domaine ? (en %)

Domaines d'accompagnement

28%

« **Promouvoir l'achat de produits "made in Europe"**, développer l'industrie en Europe, mettre en place une **fiscalité des entreprises cohérente**, **lutter contre le moins-disant** fiscal et social. »

« Sur le plan économique **le soutien à la construction de bâtiments** destinés à la location des activités économiques afin de libérer l'entreprise du poids du foncier. »

Actions d'accompagnement

21%

« **Accompagner** davantage les professionnels, surtout les petites entreprises, dans l'application des prochaines directives européennes. »

Actions de soutien financier

13%

« Nous souhaitons que le **financement de nos investissements** soit davantage pris en compte par l'Europe. »

Actions de coopération

10%

« Encourager et développer encore davantage les **relations transfrontalières** pour parvenir à créer et à travailler à l'échelle d'un bassin de vie rhénan, dans un cadre institutionnel novateur. »

Une plus grande harmonisation européenne

10%

« **Uniformisation et mutualisation des forces** dans l'ensemble des territoires en matières d'indépendance industrielle par exemple. »

Actions réglementaires

5%

« **Moins de réglementations** qui sont trop strictes. »

Base: (n=472) à ceux qui souhaitent que l'Union européenne soit plus présente dans leur action quotidienne sur le développement économique

Les actions concrètes attendues de l'UE – Energie

Question 8 : Pouvez-vous préciser quelle(s) action(s) concrète(s) vous attendez de l'Union européenne en ce domaine ? (en %)

Domaines d'accompagnement

35%



« De mettre en place **une vraie stratégie d'indépendance énergétique** au niveau européen, tout en respectant les accords de la COP21. »

« Fixer un **cadre européen**, applicable dans chacun des pays, tout particulièrement pour l'éolien, qui est source de conflits locaux durs, du fait de l'absence de ce cadre réglementaire (implantation, rémunérations des acteurs locaux, valeur ajoutée pour le territoire). »

Actions d'accompagnement

19%



« Un plan d'aide et/ou de contrainte massive pour **l'isolation des bâtiments**, même privés, l'aide à **l'investissement dans le photovoltaïque** et des lois passant au dessus des Etats et qui les obligent à agir. »

Actions de soutien financier

12%



« Aides financières pour les **travaux énergétiques des bâtiments publics, aides aux énergies renouvelables.** »

Une plus grande harmonisation européenne

12%



« Que **les règles soient les mêmes pour tous** les membres de l'Europe, prix des carburants, de l'électricité. Arrêtons de nous imposer des règles qui ne sont pas appliquées sur l'ensemble de l'Europe. »

Actions de coopération

7%



« **Un vrai plan collectif** afin de vraiment répondre aux enjeux de demain : Le climat, un nouveau modèle agricole et la production d'énergie renouvelable. »

Actions réglementaires

5%



« **Réglementation équilibrée** de la production d'énergie entre les différentes sources (éolienne, solaire, géothermique, hydroélectrique, et nucléaire). »

Base: (n=308) à ceux qui souhaitent que l'Union européenne soit plus présente dans leur action quotidienne sur l'énergie

Comme concernant leurs attentes, la majorité des élus locaux ne citent pas d'actions locales pour lesquelles ils auraient aimé être plus accompagnés par l'UE.

Question 9 : Pouvez-vous citer une ou deux action(s) locale(s) pour la réalisation de laquelle ou desquelles vous auriez aimé être mieux ou plus accompagné(e) par l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Cite des actions ou des domaines d'action

20%

- La gestion du territoire et des infrastructures 7
- Politique énergétique et environnementale 7
- Action de construction ou de rénovation 4
- Politique économique 3
- Culture et patrimoine (musées, salles de spectacle, associations culturelles...) 3

Actions financières
(Accès aux aides, soutien financier, subventions,...)

4%

Remarques négatives qui appellent à une amélioration (Bureaucratie, lenteur, manque d'informations,...)

3%

Base: (n=1785)

73% des répondants n'ont pas donné de réponse à cette question

Aucune : 1%

Actions pour lesquelles les élus locaux auraient aimé être accompagnés - Verbatims

Question 9 : Pouvez-vous citer une ou deux action(s) locale(s) pour la réalisation de laquelle ou desquelles vous auriez aimé être mieux ou plus accompagné(e) par l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Domaines d'action

20%

« L'aménagement du Canal du Midi, voies cyclistes, plantation d'arbres, aménagement des berges. »

« « Réfection du clocher de l'église (problème d'étanchéité). »

« Le développement des voies douces entre inter communautés. »

« Développement de navettes entre les communes de la vallée et la ville principale ainsi que la réalisation d'une piste cyclable sécurisée jusqu'à la ville principale (13km). »

« L'aide aux agriculteurs en situation de détresse, suite à des phénomènes écologiques. »

«La préservation de notre biodiversité et nos rivières contre les pollutions, en aidant mieux les modes d'exploitation agricole plus vertueux. »

« Projet de coopération culturelle et viticole avec une commune italienne. »

«Création de 8 classes supplémentaire et d'un nouveau restaurant scolaire.
Construction d'une nouvelle école de musique et salles associatives. »

Base: (n=1785)

KANTAR

Partie 3 : L'avenir de l'Union européenne aux yeux des élus locaux

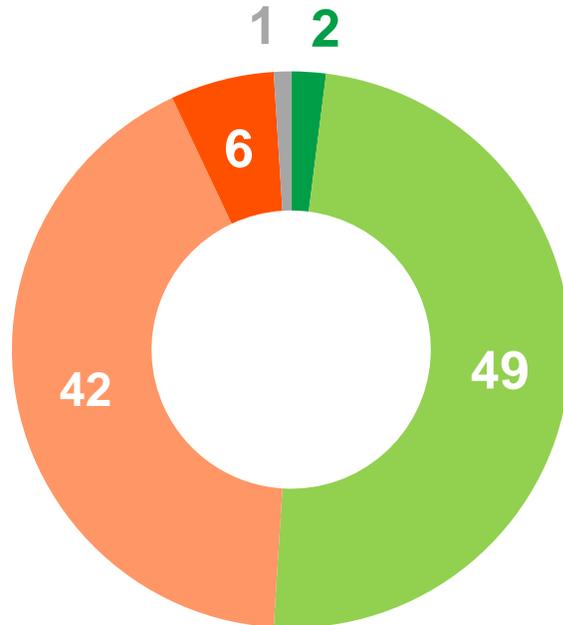
Les élus locaux se montrent très partagés sur l'avenir de l'UE. Non seulement la part d'élus optimistes et pessimistes est très proche, mais on observe aussi un faible nombre d'élus se déclarant « très optimiste » ou « très pessimiste », preuve de la difficulté à adopter une position tranchée.

Q. Quand vous pensez à l'avenir de l'Union européenne, diriez vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste ? (en %)

■ NSP ■ Très pessimiste ■ Plutôt pessimiste ■ Plutôt optimiste ■ Très optimiste

**Sous-Total
PESSIMISTE
48%**

- 51% des élus de commune de moins de 2 000 habitants
- 50% des élus de 65 ans et plus

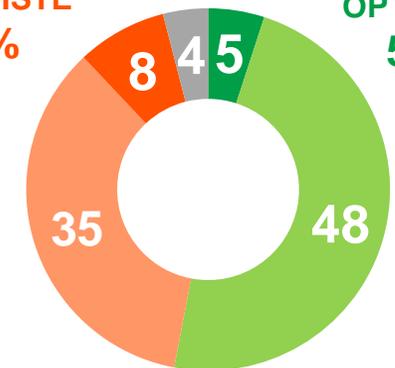


**Sous-Total
OPTIMISTE
51%**

- 61% des élus se sentant bien informés sur les aides de l'UE
- 59% des élus de commune entre 10 000 et 50 000 habitants
- 53% des élus de territoire urbain

Comparaison avec l'opinion des Français*

**Sous-Total
PESSIMISTE
43%**



**Sous-Total
OPTIMISTE
53%**

Base: (n=1785)

*Source : eurobaromètre 95 – Printemps 2021
<https://europa.eu/eurobarometer/api/deliverable/download/file?deliverableId=76730>

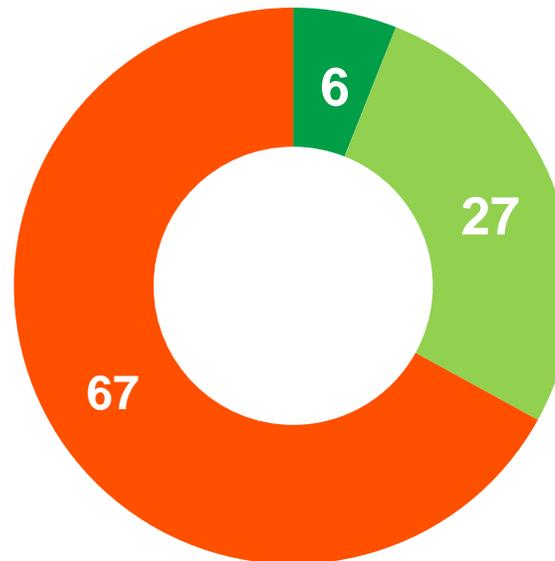
La Conférence sur l'avenir de l'Europe bénéficie d'une notoriété mitigée, notamment auprès des jeunes élus. Si un tiers la connaît, seuls 6% voient bien de quoi il s'agit.

Q. Savez-vous que l'Union européenne a lancé le 9 mai 2021 une Conférence sur l'avenir de l'Europe pour donner la parole aux citoyens européens sur l'Union européenne et ses politiques ? (en %)

■ Non ■ Oui, mais je ne vois pas précisément de quoi il s'agit ■ Oui, et je vois bien de quoi il s'agit

NON
67%

- 77% des élus de 35 à 49 ans (dont 3% voient très bien).
- 71% des élus qui se sentent mal informés sur l'UE (dont 3% voient très bien).



Sous-Total OUI
33%

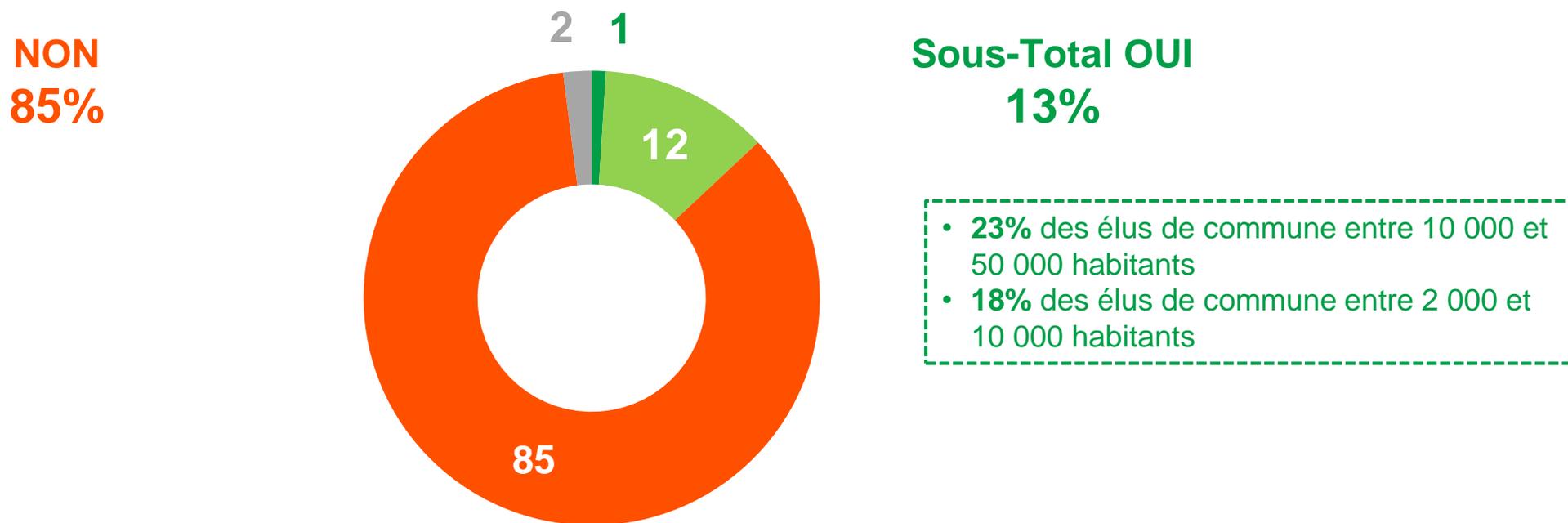
- 48% des élus qui constatent que l'UE est présente dans leur action au quotidien (dont 14% voient très bien)
- 43% des élus de 65 ans et plus (dont 9% voient très bien)
- 36% des élus ayant une perception positive de l'UE (dont 7% voient très bien)
- 35% des élus de commune entre 10 000 et 50 000 habitants (dont 9% voient très bien)

Base: (n=1785)

Au final, un nombre limité d'élus locaux envisage d'organiser des débats citoyens dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Les élus des plus grandes communes se montrent plus intéressés par cette possibilité.

Q. Envisagez-vous d'organiser un ou des débat(s) citoyen(s) dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe ? (en %)

■ NSP ■ Non ■ Oui, mais je n'en ai pas encore organisé ■ Oui, et j'en ai déjà organisé



Base: (n=1785)

S'agissant de l'avenir de l'UE, les élus locaux sont moins en attente d'une action sur leur territoire que d'une réforme de l'organisation et du fonctionnement de l'UE.

Question 10 : Pour terminer, en tant qu'élu(e) local(e), quelle est votre principale attente quant à l'avenir de l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Organisation et fonctionnement de l'UE

44%

- La politique (plus grande unité européenne, démocratie, respect des souverainetés nationales) 27
- Le fonctionnement (plus de proximité, moins de bureaucratie) 14
- La communication 6
- La structuration de l'UE 5
- Le fonctionnement démocratique de l'UE (rôle du Parlement européen, de la Commission européenne,...) 4

Les domaines d'action

28%

- Domaines économiques et sociaux 16
- Domaines régaliens (défense, immigration) 13
- Domaines environnementaux et énergétiques 7

Les actions de l'UE

12%

- L'établissement des règlements, des normes, des directives 6
- Aide, soutien et accompagnement 4
- Gestion des budgets, des financements, aides financières et subventions 3

Remarques négatives

2%

41% des répondants ne donnent pas de réponses sur cette question

Base: (n=1785)

Aucun : 1%

Propositions pour l'avenir de l'Union européenne - Verbatims

Question 10 : Pour terminer, en tant qu'élu(e) local(e), quelle est votre principale attente quant à l'avenir de l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Organisation et fonctionnement de l'UE (1/2)

44%

Base: (n=1785)

« J'aime l'idée de l'Europe. Je la souhaite **plus harmonisée socialement et fiscalement**. Seule façon de mon point de vue de gagner les cœurs et les consciences.»

« De la **cohésion** : une unité et un soutien entre les pays ; une vision commune positive et exigeante d'une seule voix : des valeurs communes de qualité qui tirent chaque pays vers le haut.»

« Qu'elle cesse d'être un simple marché unique comme le veulent certains pays et **qu'une solidarité plus effective** voie le jour. »

« Que tous les membres devraient avoir **les mêmes taxations**, que la concurrence salariale entre les membres soit terminée afin d'être sur le même pied d'égalité et que les **engagements environnementaux** soient appliqués par tous les membres de l'UE (Surtout l'arrêt des centrales à charbon en Allemagne). »

«Que l'Union Européenne **tienne compte des politiques de chaque pays**, et ne cherche pas à unifier tout le monde et faire comme "les Etats Unis". Par contre, il **faut des lois uniques sur les normes, les transports, la sécurité**. Il n'est pas normal que dans les pays de l'Est, le bétail soit maltraité dans les abattoirs, que les transporteurs étrangers puissent circuler sur les autoroutes françaises le week-end, avec des camions polluants et à toute vitesse... On a l'impression qu'il y a une Europe à plusieurs facettes, selon les pays... »

«Avoir une Europe **économiquement forte** mais **sans supprimer les spécificités de chaque Etat membre**. »

Propositions pour l'avenir de l'Union européenne - Verbatims

Question 10 : Pour terminer, en tant qu'élu(e) local(e), quelle est votre principale attente quant à l'avenir de l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Organisation et fonctionnement de l'UE (2/2)

44%

Base: (n=1785)

« Qu'elle se **rapproche des citoyens**. Strasbourg, Bruxelles ou autres sont vues comme des forteresses infranchissables bien éloignées de là où vivent les électeurs et citoyens des pays membres. »

« Qu'un député européen soit aussi **accessible et disponible** qu'un Conseiller Départemental. Maire depuis 30 ans, je n'ai jamais eu la visite d'un député européen. »

« Peut-être qu'elle soit **plus présente sur nos territoires physiquement**, que cela ne reste pas une vague réunion d'élus hors de nos contingences et réalités. Être présente autrement que financièrement même s'il est indéniable que l'aide pécuniaire de l'Europe nous est indispensable. »

«**Simplification des dossiers d'aides** aux communes qui rebutent bon nombre de petites communes, réduction des délais de versement des subventions. »

«Une **simplification des dossiers** à remplir et une meilleure connaissance des fonds européens mobilisables. »

« **Une bien meilleure communication** sur le rôle et ce que nous apporte réellement l'Europe et une vraie collaboration entre la maison de l'Europe locale et les collectivités quelle que soit leur taille, grande ville, ville moyenne, petite ville et villages. »

«Pour participer à l'avenir, il conviendrait de **renforcer les liens entre l'Union européenne et les maires ruraux** par plus d'informations basées sur un échange en présentiel au sein de l'institution. Aujourd'hui des programmes sont en place, mais difficile d'accéder à ces mesures car trop contraignantes au vue des critères décidés. »

Propositions pour l'avenir de l'Union européenne - Verbatims

Question 10 : Pour terminer, en tant qu'élu(e) local(e), quelle est votre principale attente quant à l'avenir de l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Les domaines d'action

28%

« Que l'Europe soit **une vraie alternative économique** face aux Chinois, Américains et Russes, mais aussi face aux GAFAs. »

« Une **Europe sociale**, harmonisation du droit du travail, le smic, la sécurité sociale. »

« **Harmonisation** des acquis sociaux par le haut, fin du nivellement par le bas, se libérer des lobbys financiers qui imposent la régression générale pour toujours plus de profit pour les plus gros. **Respect de la démocratie** et de la volonté des peuples. »

« Une défense commune et parler **d'une seule voix** quant aux interventions extérieures. »

« **Contrôler les frontières** de chacun des pays de l'Union pour refouler systématiquement les étrangers en situation irrégulière, ainsi que les étrangers qui commettent des délits sur notre territoire. »

« Un **virage plus politique** avec la prise en compte des urgences environnementales et climatiques, en lieu et place des enjeux économiques qui représentent le moteur principal de l'union. L'UE aura un **double rôle capital** : fédérer autour de réglementations strictes aux impacts forts, et convaincre par tous les moyens les grandes puissances mondiales à viser les mêmes objectifs. »

Base: (n=1785)

Propositions pour l'avenir de l'Union européenne - Verbatims

Question 10 : Pour terminer, en tant qu'élu(e) local(e), quelle est votre principale attente quant à l'avenir de l'Union européenne ? (en %)

Question ouverte – Total supérieur à 100%

Les actions de l'UE

12%

Base: (n=1785)

« **Moins de réglementations**, tenir compte de la **diversité** de chaque pays/région, **descendre dans l'arène...** »

« L'Union européenne gagnera en crédibilité si **les règlements s'imposent aux lois**, évitant ainsi de détourner ceux ci. »

« Que l'Union européenne se recentre sur **les vraies problématiques** et non à faire des règlements de toutes sortes. »

« **Aides financières** et **accompagnement méthodologique** sur des projets d'envergure. »

« Une **meilleure visibilité** sur les aides qui peuvent être apportées ou sur les projets de proximité qui ont été accompagnés. »

« Avoir la possibilité de **pouvoir être aidé à trouver des fonds** pour la rénovation de nos bâtiments publics. Les subventions sont souvent très difficiles à trouver, les dossiers complexes à réaliser. »

« La commune et les EPCI sont le dernier lien ultime avec les citoyens. Par des **actions concrètes touchant directement les citoyens**, notamment via des financements, l'Europe peut agir et exister concrètement auprès des citoyens. »

Merci !

